

Forum Politique sur la Justice Transitionnelle et le Traitement du Passé au Sud-Kivu, RDC

En date du 21 novembre 2018, Impunity Watch a organisé, en partenariat avec la Coalition Congolaise pour la Justice Transitionnelle (CCJT) et avec le Réseau des Associations Congolaises des Jeunes (RACOJ), un forum



politique avec quelques autorités politico-administratives et judiciaires et acteurs politiques de la province du Sud-Kivu à Bukavu. Les objectifs du Forum ont été de présenter aux autorités et acteurs politiques provinciaux clés l'essentiel des résultats des recherches effectuées par Impunity Watch et les recommandations venant de la population à propos de la justice transitionnelle (JT) en RDC. D'autre part, il s'est agi de discuter au sujet du rôle que les acteurs politiques peuvent jouer dans la création, la promotion et la mise en œuvre des mécanismes et initiatives appropriés de traitement du passé.

Le Gouvernement Provincial a été représenté par un délégué du Cabinet du Gouverneur et un délégué du Ministère Provincial du Plan. L'Assemblée Provinciale (Parlement Provincial) a été représentée par une Députée Provinciale, assumant la fonction de Questeur dans le Bureau de l'Assemblée Provinciale. Elle a été accompagnée par trois autres fonctionnaires de l'Assemblée Provinciale. Le secteur judiciaire a été représenté par deux Magistrats/Procureurs du Parquet Général près la Cour d'Appel et du Parquet de Grande Instance près le Tribunal de Grande Instance, respectivement. La Police Nationale a été représentée par un officier supérieur en charge de la lutte contre la criminalité économique et financière, assumant en même temps le rôle d'officier de liaison d'INTERPOL dans la province du Sud-Kivu. La Mairie de Bukavu a été représentée par le Conseiller Administratif et Juridique du Maire de la Ville. Les partis politiques d'opposition ont été également représentés au Forum. Parmi les participants il a été noté la présence d'au moins deux candidats aux élections législatives prévues pour le 23 décembre 2018.



La majorité de participants au Forum, y compris un des magistrats présents, a déclaré qu'il faut sensibiliser la population à bien choisir ses dirigeants du pays lors des prochaines élections, de manière à ce que ces derniers puissent lutter efficacement contre l'impunité et s'occuper convenablement des victimes. C'est donc une contribution à la sensibilisation électorale de la population, tenant en compte la nécessité du traitement du passé, que les participants, majoritairement, ont promis de faire. Ils sont convaincus que lorsque la population se lève les autorités finissent par fléchir et répondre à ses attentes. Dans la même perspective, les magistrats présents au Forum, tout en clamant le caractère apolitique de la justice, ont suggéré que la société civile et d'autres acteurs devraient sensibiliser la population à élire des autorités qui auront la volonté de faciliter la mise en œuvre des processus de traitement du passé. Par ailleurs, quelques participants ont soutenu l'idée selon laquelle la société civile devrait entreprendre des enquêtes non-officielles, avec des enquêteurs bien formés, en complément aux initiatives étatiques ou en substitution aux initiatives nationales manquantes ou défailtantes, en vue de faire avancer la recherche de la vérité sur les crimes du passé dans le pays.

Le rapport sur les « Initiatives locales et attentes des populations » (juin 2018) est disponible [en Français](#).

Le rapport sur la « Justice transitionnelle en République Démocratique du Congo: Avancées, Obstacles... et Opportunités ? » (mars 2017) est disponible [en Français](#).
